Initiatives ministérielles

plus clairement du monde sa position qui est la suivante: même si les États-Unis mènent une offensive, le Canada doit absolument éviter de s'en mêler. Permettez-moi de vous citer les derniers paragraphes d'un article qu'il a publié dans le numéro du 27 septembre 1990 du *Globe and Mail*:

Le danger, si une guerre est déclenchée, c'est que les Forces armées canadiennes seront considérées comme étant impliquées dans une action offensive contre l'Irak, et l'on ne jugera pas le Canada comme un membre responsable de la communauté internationale. Notre pays a toujours défendu la politique des Nations Unies et ne doit pas ternir son image en participant à une guerre planifiée et dirigée par les généraux du Pentagone ou de Damas.

Ce qui ne veut pas dire que l'heure est à la conciliation. Il y a effectivement un principe fondamental en jeu, soit le droit des petites nations de vivre sans crainte d'être envahies par leurs voisins puissants et avides.

L'article 42 de la Charte des Nations Unies a été rédigé justement pour le jour où les Nations Unies prendront la place qui leur revient et pourront, malgré la rivalité qui règne entre les superpuissances, assumer leurs responsabilités.

La voix du Canada devrait être la voix de la raison parmi tous ces pays belligérants: laissons les Nations Unies diriger les opérations militaires. Plaçons nos troupes, et les troupes multinationales qui se trouvent dans le golfe Persique, sous le commandement des Nations Unies.

Nous pouvons, même aujourd'hui, tirer des leçons des événements qui se produisent au Moyen-Orient et dans le golfe Persique. La première, c'est qu'il faut mettre un terme à la vente pernicieuse d'armes partout dans le monde. Nos troupes et les troupes de la communauté internationale pourraient être attaquées par des missiles *Exocet* construits en France. Elles affrontent des avions mis au point et construits en Union soviétique, achetés par l'Irak grâce au crédit britannique, allemand et américain. Je ne sais pas s'il y a des pièces canadiennes dans ces armes, mais cela ne me surprendrait pas étant donné la façon dont notre industrie est intégrée à l'industrie de guerre dans le monde entier.

Nos troupes et celles des autres pays pourraient être attaquées par des armes que nous avons vendues à l'Irak qui a maintenant la cinquième plus forte armée du monde. Cette situation, à quelques détails près, pourrait se reproduire quel que soit l'endroit où on nous demande de servir de gardiens de la paix.

Le monde est devenu fou depuis quarante ans en vendant des armes au tiers monde, en fabriquant des armes et en créant un culte des armes dans nos propres sociétés et nos propres économies. La leçon que nous devons tirer de ceci, c'est que le monde doit renoncer à ce

culte et à vendre des armes pour gagner de l'argent. Nous devons le faire au Canada, dans le monde occidental, en Union soviétique—qui commence maintenant, manifestement, à comprendre combien il en coûte sur le plan économique et social de vouloir jouer le rôle de superpuissance. Nous devons profiter de cette leçon et en rendre compte de façon frappante avec la crise de l'Irak. Nous avons créé nous-mêmes la crise à laquelle nous sommes confrontés.

Nous devons également comprendre et reconnaître, quand nous replaçons cette crise dans un contexte global, qu'il y a d'autres questions critiques auxquelles nous devons faire face, comme notre dépendance par rapport au pétrole et aux combustibles fossiles. Nous devons reconnaître que le problème posé par les vies qui sont menacées dans cette crise n'est rien par rapport à la crise que nous imposons à des enfants et à des adultes du tiers monde qui sont les victimes de la pauvreté, causée en partie par la dépendance et le cancer que constitue la course à l'armement militaire.

Nous devons apprendre de cette situation comment les décisions du monde doivent être prises le plus efficacement, comment utiliser les Nations Unies, comment nous en remettre aux régions pour qu'elles résolvent leurs propres problèmes, comment faire participer les deux côtés du rideau de fer maintenant démantelé au règlement des questions de conflit international. Enfin, nous devons voir dans cette crise une occasion pour le Canada de jouer un nouveau rôle, et non un rôle où l'on dise, comme le gouvernement l'a dit à George Bush: «Oui, nous sommes prêts» chaque fois qu'il le demande, mais un rôle où le Canada peut être la voix de la raison, ou le défenseur des principes, où il peut utiliser son pouvoir considérable dans le monde pour renforcer les Nations Unies et donner à nos enfants et à nos petits-enfants la possibilité de vivre en paix dans l'avenir.

• (1700)

L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme): Monsieur le Président, je constate que suite à l'exposé de l'orateur précédent, nul député n'a voulu poser de question ou formuler de commentaire. C'est volontiers que je prends la parole. Je dirai tout d'abord que c'est un honneur pour moi de pouvoir participer au débat sur cette motion. Sauf erreur, il s'agit d'une motion qui jouit de l'appui général des députés et des Canadiens,